



BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 25 août 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

EVENEMENT À VENIR

[Inscrivez-vous pour participer à la 7^{ème} édition du Forum Ambition Africa, organisé par Business France les 18 et 19 novembre 2025 à Paris!](#)

LE CHIFFRE À RETENIR

9,9%

[C'est la hausse en glissement annuel de la production de pétrole en juillet 2025 au Nigeria](#)

Nigeria :

En visite au Brésil, le Président Tinubu a salué le possible retour de Petrobras, après cinq ans ; Les réserves de change de la Banque centrale atteignent leur plus haut niveau depuis 4 ans ; Le NESG prévoit une croissance de 4% pour le second semestre 2025 ; Le Président Tinubu ordonne un moratoire sur les exportations de karité brut pour renforcer la filière ; Lancement d'un portail officiel pour signaler les fraudes immobilières au Nigeria ; Rencontre entre le co-président du Club de Paris, William Roos, et la ministre d'Etat nigériane aux Finances.

Ghana :

Un cadre forestier durable qui ouvre de nouvelles opportunités commerciales avec l'Europe ; Le recul de 95% des obligations privées ouvre une fenêtre d'opportunité pour les émetteurs.

Nigeria

En visite au Brésil, le Président Tinubu a salué le possible retour de Petrobras, après cinq ans

En visite officielle au Brésil, durant laquelle 5 protocoles d'accord (MoU) dans les domaines du commerce, de la diplomatie, des sciences, de l'aviation et de la coopération financière ont été signés, [le Président Tinubu a salué le potentiel retour imminent de Petrobras au Nigeria.](#)

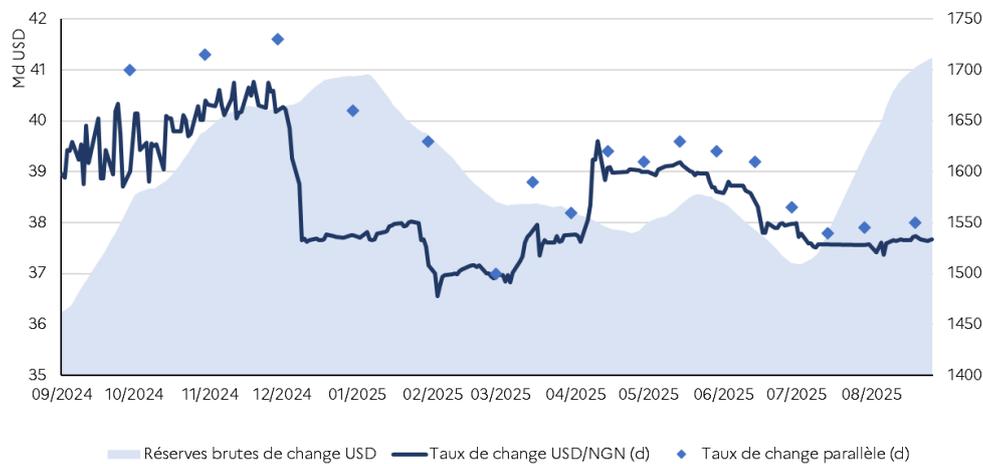
Alors que l'entreprise s'était retirée du Nigeria en 2019 afin d'optimiser son portefeuille d'actifs et réduire le poids de sa dette, [l'entreprise a entamé des pourparlers avec plusieurs entreprises énergétiques afin d'acheter une partie de leurs actifs africains.](#) Magda Chambriard, la directrice générale de Petrobras, a d'ailleurs affirmé que [l'Afrique constitue désormais la principale zone d'exploration hors du Brésil pour l'entreprise](#), en raison des similitudes géologiques entre les bassins sédimentaires africains et brésiliens.

Les réserves de change de la Banque centrale atteignent leur plus haut niveau depuis 4 ans

Les réserves de change connaissent un renforcement notable depuis le mois de juillet. [D'après les chiffres publiés par la Banque centrale du Nigeria \(CBN\), les réserves brutes de changes étaient de 41,2 Md USD le 27 août 2025](#), soit le plus haut niveau depuis 44 mois, couvrant 10 mois d'importations. Elles sont passées de 32,1 Md USD en avril 2024, leur plus faible niveau en 10 ans, à un pic de 40,9 Md USD début 2025.

La hausse des réserves permet à la Banque centrale de disposer d'une capacité d'intervention renforcée sur le marché des changes, dans le cadre de son mandat de stabilité monétaire. Ces progrès peuvent s'expliquer par l'amélioration des équilibres extérieurs du pays, la formalisation croissante des entrées de devises encouragée par la Banque centrale et [l'augmentation de la production pétrolière](#).

Évolution du niveau des réserves de change brutes de la CBN et taux de change USD/NGN depuis septembre 2024



Source : Central Bank of Nigeria, Ngnrates.com

Clef de lecture: Les réserves de change brutes de la CBN représentent 41 Md USD fin août 2025 (aire bleue). Le taux de change USD/NGN à 1535 NGN pour 1 USD le 29 août 2025 (courbe bleue), alors que le dollar s'échangeait à 1550 NGN en moyenne sur le marché parallèle (points bleus).

Le NESG prévoit une croissance de 4% au second semestre 2025

[Le Nigerian Economic Summit Group prévoit une croissance du PIB réel de 4,0% pour le second semestre 2025](#). Cette performance porterait la croissance annuelle à 3,8%, confirmant une trajectoire de reprise progressive de l'économie nigériane. Celle-ci sera principalement tirée par le secteur des services, tandis que l'agriculture et l'industrie seront confrontés à des contraintes liées à l'insécurité, aux aléas climatiques ainsi qu'au coût croissant des intrants.

Le NESG anticipe une inflation de 24,5% en moyenne pour l'année 2025 après 33,2% en 2024, celle-ci devant diminuer progressivement pour la seconde moitié de l'année 2025.

Le NESG encourage le gouvernement à poursuivre ses réformes pour libérer la croissance économique du pays et ainsi atteindre l'objectif présidentiel d'une économie à 1 000 Md USD en 2030.

Pour mémoire, [d'après le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\)](#), la croissance nigériane a été notamment portée au premier trimestre par le secteur des services et notamment des services financiers, des télécommunications et de la construction. Le secteur agricole a connu une croissance très modeste à l'inverse du secteur industriel plus dynamique.

Le Président Tinubu ordonne un moratoire sur les exportations de karité brut pour renforcer la filière

Le Président Tinubu a ordonné [l'interdiction, avec application immédiate, d'exporter du karité brut pendant les six prochains mois](#). Cette mesure vise à freiner le commerce international informel, encourager la transformation locale et renforcer la filière nigériane du karité, afin de faire passer les revenus à 300 MUSD à court terme puis potentiellement 3 Md USD d'ici 2027.

Le vice-président Kashim Shettima a souligné qu'il ne s'agit pas d'une politique hostile au commerce mais d'une stratégie de valorisation locale, destinée à stimuler l'industrialisation, l'emploi rural et l'autonomisation des femmes, principales actrices de la filière.

Malgré sa position de [premier producteur mondial avec près de 45% de la production globale](#), le Nigéria ne capte qu'1% du marché international estimé à 6,5 Md USD. Le pays perd chaque année 90 000 tonnes de karité brut dans des circuits informels. Le ministre de l'Agriculture a rappelé que les capacités nationales de transformation sont largement sous-exploitées (35-50%).

Ce moratoire s'inscrit dans une stratégie globale visant à faire du Nigéria un acteur majeur de la transformation du karité et à accroître sa place sur un marché mondial en forte croissance, estimé à 9 Md USD d'ici 2030.

Lancement d'un portail officiel pour signaler les fraudes immobilières au Nigeria

Le ministère nigérian du Logement et du Développement urbain a [inauguré une plateforme numérique dédiée au signalement des fraudes dans le secteur immobilier](#). Conçu en collaboration avec la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC), ce [portail](#) permet aux citoyens de dénoncer les pratiques douteuses observées concernant les transactions immobilières. S'inscrivant dans le cadre

de la Politique nationale du logement de 2012, l'initiative vise à renforcer la régulation des acteurs, améliorer la supervision des promoteurs immobiliers et protéger les citoyens contre les abus.

Le ministre Ahmed Musa Dangiwa a précisé que le ministère coopérera avec les corps professionnels, les autorités judiciaires et les forces de l'ordre afin de sanctionner les contrevenants et rétablir la confiance dans le secteur du logement.

Rencontre entre le co-président du Club de Paris, William Roos, et la ministre d'Etat nigériane aux Finances

En marge des réunions de la Neuvième Conférence internationale de Tôkyô sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) au Japon, William Roos, co-président du Club de Paris, a rencontré Doris Nkiruka Uzoka-Anite, ministre d'État nigériane chargée des Finances, pour un échange bilatéral sur la situation économique du Nigeria et les projets d'entreprises françaises dans le pays. Cet échange fructueux a contribué à renforcer à la fois les liens institutionnels et les relations entre nos deux secteurs privés.

Ghana

Un cadre forestier durable qui ouvre de nouvelles opportunités commerciales avec l'Europe

[Le Ghana devient en août 2025 le premier pays africain – et le deuxième au monde après l'Indonésie – à exporter du bois certifié légal vers l'Union européenne \(UE\) dans le cadre du régime de licences FLEGT \(« Forest Law Enforcement, Governance and Trade »\).](#)

Cette avancée majeure est l'aboutissement d'un processus de réforme entamé en 2009 avec la signature d'un Accord de partenariat volontaire (APV) entre le Ghana et l'UE.

Au-delà de l'ouverture commerciale, ce dispositif atteste de la transformation de la gouvernance forestière au Ghana : mise en place d'un système national de traçabilité (GhLAS), révision du cadre législatif, ratification par le Parlement de 131 contrats d'utilisation forestière et renforcement de la transparence sectorielle.

La perspective de la première mise sur le marché européen de bois ghanéen certifié est fixée au 8 octobre 2025. Le ministre des Terres et des Ressources naturelles, Emmanuel Armah-Kofi Buah, a appelé à intensifier les efforts de reboisement, notamment via l'initiative présidentielle « Tree for Life », afin de consolider cette avancée et garantir la durabilité de la filière.

Ce jalon conforte l'image du Ghana comme pionnier africain de la gouvernance forestière durable, ouvrant de nouvelles perspectives

en matière de commerce, d'emplois et de coopération environnementale avec l'UE.

Le recul de 95% des obligations privées ouvre une fenêtre d'opportunité pour les émetteurs

[Selon le rapport des gestionnaires de fonds publié en juillet 2025 par la Bourse du Ghana \(GSE\), l'encours des titres de dette d'entreprise cotés sur le Ghana Fixed Income Market \(GFIM\) a chuté de 95% entre janvier et juillet 2025.](#) Ce recul s'explique principalement par le remboursement de certains instruments historiques (notamment la sortie d'ESLA Plc et de Daakye Trust Plc), ainsi que par une baisse des émissions de la part des acteurs traditionnels comme le Cocoa Board.

Dans ce paysage contrasté, plusieurs entreprises privées se distinguent par une stratégie proactive : Kasapreko Company Plc a plus que doublé son encours obligataire (351,18 M GHS après 151,18 M GHS un an plus tôt) et Federated Commodities Plc a fait son entrée sur le marché à 72,55 M GHS. D'autres acteurs financiers comme Letshego Ghana Plc (316,19 M GHS) et Bayport Savings and Loans Plc ont également renforcé leur présence.

Le marché reste néanmoins largement dominé par les instruments publics, qui représentent plus de 90% des transactions : les volumes échangés sur le GFIM ont progressé de 52% sur un an à 129,66 Md GHS, tirés par les bons du Trésor (73,45 Md GHS). Les rendements demeurent élevés, avec 91 jours à 10,94%, 182 jours à 12,88% et 364 jours à 13,28% en juillet, tandis que les obligations souveraines de plus longue maturité se négocient entre 15,25% et 16,05%.

Le renforcement du marché obligataire d'entreprise constitue dès lors une priorité stratégique pour diversifier les placements, réduire la dépendance aux titres publics et canaliser davantage de capitaux vers l'économie réelle.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

claire.lavielle@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr